

Bruxelles, le 4 mars 2025  
(OR. en)

6240/25

FIN 204

**NOTE**

---

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	Comité budgétaire
Objet:	État prévisionnel des dépenses et des recettes du Conseil européen et du Conseil (section II du budget UE) pour l'exercice 2026 - Exposé des motifs

---

**I. INTRODUCTION**

1. La procédure budgétaire pour l'exercice 2026 sera mise en œuvre conformément à l'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière du 16 décembre 2020, ainsi que sur de nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> JO L 4331 du 22.12.2020, p. 28.

Les conclusions du Conseil sur les orientations budgétaires pour 2026, qui ont été approuvées par le Conseil Ecofin lors de sa réunion du 18 février 2025, soulignent qu'il est nécessaire que l'ensemble des institutions, organes et organismes de l'Union respectent et appliquent tous les éléments du cadre financier pluriannuel révisé (CFP) 2021-2027 lors de l'établissement et de l'exécution du budget 2026, maintiennent une discipline budgétaire et budgétisent uniquement les dépenses jugées nécessaires. Il est réaffirmé que le plafond fixé pour la rubrique 7 du CFP 2021-2027 part du principe que toutes les institutions de l'Union adoptent une approche globale et stricte visant à garantir l'optimisation des ressources en personnel au regard du principe de stabilité des effectifs, ainsi qu'à réaliser des gains d'efficacité en ce qui concerne les dépenses non liées aux rémunérations.

2. Le cadre interinstitutionnel général pour l'élaboration des propositions en vue du projet de budget (PB) pour 2026 a été défini dans les lettres de la Commission datées du 12/12/2024 et du 19/12/2024, dans lesquelles toutes les institutions étaient invitées à élaborer leurs estimations sur la base des lignes directrices suivantes:
  - inclure les estimations suivantes pour l'actualisation des rémunérations du personnel: + 1,2 % à partir du 01/04/2025 (lié à une partie tardive de l'actualisation des rémunérations pour 2024, en raison de l'application de la clause de modération), + 4,6 % à partir du 01/07/2025, + 0,6 % à partir du 01/04/2026 et + 3,4 % à partir du 01/07/2026;
  - tendre vers une politique stable en matière d'effectifs;
  - chercher à limiter l'augmentation de l'ensemble des dépenses non liées aux salaires à 2 % maximum par rapport au niveau de 2025.

Selon la Commission, l'évolution du coût de la vie à utiliser pour le projet de budget 2026 est estimée à 1,9 % pour Bruxelles et à 1,8 % pour Luxembourg.

3. Au vu des lignes directrices susmentionnées, le secrétariat général du Conseil (SGC) a établi une proposition d'état prévisionnel pour le Conseil européen et le Conseil (section II du budget de l'UE) aux fins du projet de budget 2026.

Le SGC propose un état prévisionnel de 749,2 millions d'EUR aux fins du projet de budget 2026. Ce montant représente une augmentation globale de 33,3 millions d'EUR, soit une hausse de 4,7 % par rapport au budget voté pour 2025.

Les dépenses liées aux salaires s'élèvent à 485,2 millions d'EUR, ce qui représente une augmentation de 28,0 millions d'EUR ou de 6,1 % par rapport à 2025.

Les dépenses non liées aux salaires s'élèvent à 264,0 millions d'EUR, ce qui représente une augmentation de 5,3 millions d'EUR ou de 2,0 % par rapport à 2025.

4. Plusieurs années d'inflation persistante ont entraîné une perte de pouvoir d'achat en ce qui concerne la partie budget non liée aux salaires. Par conséquent, le SGC établit une hiérarchisation et recherche des moyens plus efficaces de gérer le budget. Si certains projets et activités peuvent être reprogrammés ou reportés, d'autres doivent être réduits ou annulés afin de faire face à la baisse en termes réels de son budget. Les marges pour couvrir les augmentations inattendues des coûts ou les augmentations imprévues de l'activité susceptibles d'être déclenchées par des évolutions extérieures sont limitées.

Dans l'état prévisionnel pour 2026, il est prévu de lancer les travaux préparatoires en vue de la rénovation à venir du bâtiment Justus Lipsius. Ces travaux sont nécessaires pour assurer la continuité des activités du Conseil lorsque, dans les années à venir, les principales phases de construction débuteront. À cette fin, des espaces supplémentaires seront créés pour les réunions dans le bâtiment LEX et les préparatifs en vue de la construction de nouvelles installations d'interprétation seront lancés. Il est également prévu de commencer les travaux afférents à la plateforme d'interprétation sécurisée, si le feu vert est donné. Malgré les contraintes susmentionnées, le SGC prévoit d'absorber ces projets importants dans son budget normal, ce qui entraînerait une croissance nulle ou des réductions pour un grand nombre de lignes budgétaires en 2026.

En ce qui concerne les effectifs, à la suite de l'entrée en vigueur du règlement sur la cybersécurité<sup>2</sup>, le secrétaire général du Conseil est tenu de mettre en place, pour le Conseil européen et le Conseil, de nouveaux processus et mesures formels de gestion, de gouvernance et de contrôle des risques de cybersécurité, y compris des évaluations régulières de la maturité en matière de cybersécurité, et un plan de cybersécurité. Dans le cadre de la procédure budgétaire annuelle pour 2025, le SGC a demandé six postes AD supplémentaires pour le recrutement de spécialistes expérimentés dans le domaine de la sécurité informatique. Trois postes ont été accordés, mais deux d'entre eux ont été immédiatement transférés à l'organe interinstitutionnel CERT-UE. Par conséquent, les besoins du SGC restent largement non satisfaits et il cherche à obtenir cinq postes AD supplémentaires pour des experts qualifiés en cybersécurité, qui seront recrutés dans le courant de l'année 2026.

---

<sup>2</sup> Règlement (UE/Euratom) 2023/2841 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 établissant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans les institutions, organes et organismes de l'Union (JO L, 2023/2841 du 18.12.2023).

Le tableau 1 présente la proposition budgétaire pour 2026 par catégorie. Des commentaires plus détaillés sur l'évolution de chaque catégorie figurent à la section II ci-après.

**Tableau 1: proposition de projet de budget du Conseil européen et du Conseil pour 2026  
(par catégorie, montants en EUR)**

Chapitre / article / poste	Catégorie de dépense	Budget 2025	PB 2026	Différence	Évolution 2026/2025
		1	2	3=2-1	4=3/1
10	Membre de l'institution (président)	2.528.000	2.534.000	6.000	0,2%
11	Personnel statutaire (tableau des effectifs)	442.910.151	470.253.591	27.343.440	6,2%
12	Autres agents et prestations externes	16.795.000	17.458.500	663.500	4,0%
13	Autres dépenses concernant le personnel	12.842.000	12.842.000	0	0,0%
<b>TITRE 1</b>	<b>Personnes liées à l'institution</b>	<b>475.075.151</b>	<b>503.088.091</b>	<b>28.012.940</b>	<b>5,9%</b>
200, 201	Immeubles	60.185.000	63.230.500	3.045.500	5,1%
210	Systèmes informatiques	54.410.707	55.781.000	1.370.293	2,5%
211	Mobilier	1.055.000	1.055.500	500	0,0%
212	Matériel technique	3.644.000	3.476.500	-167.500	-4,6%
213	Transports	2.190.000	2.068.500	-121.500	-5,5%
2200	Frais de voyage des délégations	15.505.000	15.505.000	0	0,0%
2202	Frais d'interprétation	85.060.000	85.060.000	0	0,0%
2201, 2203, 2204, 2205	Réunions et conférences	7.609.000	8.784.000	1.175.000	15,4%
2210, 2212, 2213	Information	9.808.000	9.814.000	6.000	0,1%
223	Divers	1.407.000	1.386.000	-21.000	-1,5%
<b>TITRE 2</b>	<b>Immeubles, équipement et dépenses de fonctionnement</b>	<b>240.873.707</b>	<b>246.161.000</b>	<b>5.287.293</b>	<b>2,2%</b>
<b>TITRE 10</b>	<b>Réserve</b>	<b>p.m</b>	<b>p.m</b>	<b>s.o.</b>	<b>s.o.</b>
<b>BUDGET TOTAL</b>		<b>715.948.858</b>	<b>749.249.091</b>	<b>33.300.233</b>	<b>4,7%</b>
	Dépenses liées aux salaires	457.166.151	485.214.591	28.048.440	6,1%
	Dépenses non liées aux salaires	258.782.707	264.034.500	5.251.793	2,0%
<b>BUDGET TOTAL</b>		<b>715.948.858</b>	<b>749.249.091</b>	<b>33.300.233</b>	<b>4,7%</b>

## **II. COMMENTAIRES PAR CATÉGORIE DE DÉPENSE**

### 1. Membre de l'institution, président (chapitre 10)

Le présent chapitre est destiné à couvrir les dépenses du président du Conseil européen et à assurer l'accomplissement des tâches qui lui incombent en vertu des traités.

Le montant global de ce chapitre du budget reste pratiquement inchangé par rapport à 2025.

### 2. Fonctionnaires et agents temporaires (chapitre 11)

L'augmentation de 6 % (27,3 millions d'EUR) dans ce chapitre est principalement déterminée par les facteurs suivants:

#### a) Adaptation des salaires

L'augmentation de la ligne budgétaire liée aux traitements de base (22,9 millions d'EUR) tient compte des orientations de la Commission énoncées plus haut, à la section I.2. Les taux définitifs pour les adaptations des rémunérations de 2025 et de 2026 seront disponibles respectivement en décembre 2025 et en décembre 2026.

#### b) Tableau des effectifs

La demande de cinq postes AD 8 supplémentaires est fondée sur les besoins liés au respect des obligations du SGC au titre du règlement de l'UE sur la cybersécurité.

Dans le prolongement des efforts entrepris ces dernières années pour adapter les profils du personnel à l'évolution des exigences des postes, il est proposé de transformer 15 postes AST en 15 postes AD.

La réduction forfaitaire, appliquée aux traitements, indemnités et allocations, est maintenue au même niveau que dans le budget pour 2025 (-1,8 %).

### 3. Autres agents et prestations externes (chapitre 12)

L'augmentation globale d'un peu moins de 4 % (0,66 million d'EUR) des crédits dans ce chapitre est principalement liée aux adaptations estimées des salaires des autres agents en 2026. Le nombre d'équivalents temps plein de toutes les catégories de personnel externe (agents contractuels, experts nationaux détachés et personnel intérimaire) reste inchangé en 2026.

Les crédits prévus pour les stages augmentent de 8 % (0,08 million d'EUR) afin de donner aux jeunes hautement qualifiés du plus grand nombre possible d'États membres l'occasion de travailler pendant quelque temps au SGC.

4. Autres dépenses concernant les personnes liées à l'institution (chapitre 13)

Le budget de ce chapitre reste inchangé par rapport à 2025.

5. Immeubles et frais accessoires (chapitre 20)

a) Immeubles (article 200)

Le budget prévu pour le fonctionnement des immeubles augmente de 17 % (1,9 million d'EUR), en raison de l'allocation de fonds pour les travaux préparatoires en vue de la rénovation du JL (2,75 millions d'EUR), augmentation en partie compensée par des économies liées à d'autres sous-lignes.

b) Frais afférents aux immeubles (article 201)

Le budget global alloué aux coûts d'exploitation et d'entretien des bâtiments reste stable. L'augmentation de 2 % (1,1 million d'EUR) absorbe des coûts plus élevés liés à l'assurance, à l'entretien et aux services publics.

6. Informatique, équipement et mobilier (chapitre 21)

a) Informatique et télécommunications (article 210)

Le budget pour l'informatique augmente de 3 % (1,4 million d'EUR) en raison du financement supplémentaire destiné à l'élaboration du programme de gestion des événements pour la coordination des réunions et des événements, à la modernisation de Workflow (l'application métier utilisée pour la gestion des documents liés à la prise de décisions du Conseil) et aux travaux liés aux nouvelles installations d'interprétation.

b) Mobilier (article 211)

Le budget affecté à la location et au renouvellement du mobilier reste au même niveau qu'en 2025.

c) Matériel et installations techniques (article 212)

Le budget destiné au remplacement et au renouvellement du matériel et des installations techniques baisse de 5 % (- 0,2 million d'EUR).

d) Transports (article 213)

Le budget pour cet article diminue de 6 % (- 0,1 million d'EUR).

7. Dépenses de fonctionnement (chapitre 22)

a) Frais de voyage des délégations (poste 2200)

Le budget pour les frais de voyage des délégations demeure inchangé par rapport à 2025.

b) Frais d'interprétation (poste 2202)

Le budget lié aux frais d'interprétation reste inchangé en 2026 après avoir bénéficié d'une augmentation de 4 % en 2025.

c) Réunions et conférences (postes 2201, 2203, 2204, 2205)

Le budget pour les réunions et les conférences augmente de 1,2 million d'EUR afin de garantir que le SGC dispose de ressources suffisantes pour faire face à d'éventuelles réunions de haut niveau supplémentaires.

d) Information (article 221)

Le budget pour l'information et la communication reste inchangé par rapport à 2025.

e) Dépenses diverses (article 223)

Le budget pour cet article diminue de 1 % (- 0,02 million d'EUR).

8. Des informations plus détaillées sont fournies dans les annexes:

annexe I: état prévisionnel des dépenses et des recettes pour l'exercice 2026

annexe II: tableau des effectifs 2026

annexe III: évolution des effectifs et des dépenses en matière de personnel externe

**État prévisionnel des dépenses et des recettes  
pour l'exercice 2026  
Section II - Conseil européen et Conseil**

Poste	Intitulé	Exécution 2024	Budget 2025	PB 2026	% 2026/2025
<b>TITRE 1 - Personnes liées à l'institution</b>					
1000	Traitement de base	402.182	440.000	470.000	7%
1001	Droits liés à la fonction	82.269	96.000	104.000	8%
1002	Droits liés à la situation personnelle	24.054	44.000	16.000	-64%
1003	Couverture sociale	15.210	23.000	24.000	4%
1004	Autres dépenses de gestion	460.370	1.650.000	1.650.000	0%
1006	Droits liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions	0	0	0	
1007	Adaptation annuelle des rémunérations	0	0	0	
<b>100</b>	<b>Rémunérations et autres droits</b>	<b>984.085</b>	<b>2.253.000</b>	<b>2.264.000</b>	<b>0%</b>
1010	Indemnité transitoire	0	275.000	270.000	-2%
<b>101</b>	<b>Cessation de fonctions</b>	<b>0</b>	<b>275.000</b>	<b>270.000</b>	<b>-2%</b>
<b>Total Chapitre 10 - Membres de l'institution</b>		<b>984.085</b>	<b>2.528.000</b>	<b>2.534.000</b>	<b>0%</b>
1100	Traitements de base	303.865.667	326.621.151	349.538.591	7%
1101	Droits statutaires liés à la fonction	1.546.767	1.956.000	2.011.000	3%
1102	Droits statutaires liés à la situation personnelle de l'agent	76.689.635	82.905.000	88.737.000	7%
1103	Couverture sociale	12.283.913	13.601.000	14.099.000	4%
1104	Coefficients correcteurs	147.646	157.000	162.000	3%
1105	Heures supplémentaires	677.631	1.290.000	1.290.000	0%
1106	Droits statutaires liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions	1.674.555	2.195.000	2.195.000	0%
1107	Adaptation annuelle des rémunérations	0	11.799.000	9.835.000	-17%
<b>110</b>	<b>Rémunérations et autres droits</b>	<b>396.885.812</b>	<b>440.524.151</b>	<b>467.867.591</b>	<b>6%</b>
1110	Indemnités en cas de retrait d'emploi dans l'intérêt du service	1.361.997	2.386.000	2.386.000	0%
1112	Droits des anciens secrétaires généraux	0	0	0	
<b>111</b>	<b>Cessation de fonctions</b>	<b>1.361.997</b>	<b>2.386.000</b>	<b>2.386.000</b>	<b>0%</b>
<b>Total Chapitre 11 - Fonctionnaires et agents temporaires</b>		<b>398.247.810</b>	<b>442.910.151</b>	<b>470.253.591</b>	<b>6%</b>
1200	Autres agents	12.929.297	13.508.000	14.164.000	5%
1201	Experts nationaux détachés	1.221.997	1.507.000	1.541.000	2%
1202	Stages	842.516	928.000	1.004.000	8%
1203	Prestations externes	103.787	328.000	328.000	0%
1204	Prestations d'appoint pour le service de traduction	119.824	158.000	122.500	-22%
1207	Adaptation annuelle des rémunérations	0	366.000	299.000	-18%
<b>120</b>	<b>Autres agents et prestations externes</b>	<b>15.217.422</b>	<b>16.795.000</b>	<b>17.458.500</b>	<b>4%</b>
<b>Total Chapitre 12 - Autres agents et prestations externes</b>		<b>15.217.422</b>	<b>16.795.000</b>	<b>17.458.500</b>	<b>4%</b>
1300	Frais divers de recrutement	122.852	163.000	163.000	0%
1301	Développement professionnel	2.165.295	2.241.000	2.241.000	0%
<b>130</b>	<b>Dépenses liées à la gestion du personnel</b>	<b>2.288.146</b>	<b>2.404.000</b>	<b>2.404.000</b>	<b>0%</b>
1310	Secours extraordinaires	0	24.000	24.000	0%
1311	Relations sociales entre les membres du personnel	65.212	162.000	162.500	0%
1312	Aide complémentaire aux handicapés	357.000	360.000	361.500	0%
1313	Autres interventions sociales	75.000	53.000	53.000	0%
<b>131</b>	<b>Interventions en faveur du personnel de l'institution</b>	<b>497.212</b>	<b>599.000</b>	<b>601.000</b>	<b>0%</b>
1320	Service médical	306.752	425.000	425.000	0%
1322	Crèches et garderies	3.052.014	3.284.000	3.282.000	0%
1323	Coopération interinstitutionnelle dans le domaine de la gestion du personnel	1.228.659	1.460.000	1.460.000	0%
<b>132</b>	<b>Activités concernant l'ensemble des personnes liées à l'institution</b>	<b>4.587.425</b>	<b>5.169.000</b>	<b>5.167.000</b>	<b>0%</b>
1331	Frais de mission du secrétariat général du Conseil	2.465.196	2.970.000	2.970.000	0%
1332	Frais de voyage des membres du personnel dans le cadre du Conseil européen	1.350.000	1.700.000	1.700.000	0%
<b>133</b>	<b>Missions</b>	<b>3.815.196</b>	<b>4.670.000</b>	<b>4.670.000</b>	<b>0%</b>
<b>134</b>	<b>Contribution aux Écoles européennes de type II agréées</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Total Chapitre 13 - Autres dépenses concernant les personnes liées à l'institution</b>		<b>11.187.980</b>	<b>12.842.000</b>	<b>12.842.000</b>	<b>0%</b>
<b>TOTAL TITRE 1</b>		<b>425.637.296</b>	<b>475.075.151</b>	<b>503.088.091</b>	<b>5,9%</b>

**État prévisionnel des dépenses et des recettes  
pour l'exercice 2026  
Section II - Conseil européen et Conseil**

Poste	Intitulé	Exécution 2024	Budget 2025	PB 2026	% 2026/2025
<b>TITRE 2 - Immeubles, équipement et dépenses de fonctionnement</b>					
2000	Loyers	252.568	452.000	452.000	0%
2003	Travaux d'aménagement et d'installation	10.214.428	8.378.000	10.745.000	28%
2004	Travaux de sécurisation	3.068.804	1.934.000	1.500.000	-22%
2005	Dépenses préliminaires à l'acquisition, à la construction et à l'aménagement d'immeubles	525.366	570.000	543.000	-5%
<b>200</b>	<b>Immeubles</b>	<b>14.061.166</b>	<b>11.334.000</b>	<b>13.240.000</b>	<b>17%</b>
2010	Nettoyage et entretien	19.600.442	21.587.000	22.413.000	4%
2011	Eau, gaz, électricité et chauffage	6.521.180	7.021.000	6.931.000	-1%
2012	Sécurité et surveillance des immeubles	18.090.332	19.089.000	19.257.000	1%
2013	Assurances	738.927	636.000	831.500	31%
2014	Autres dépenses afférentes aux immeubles	384.386	518.000	558.000	8%
<b>201</b>	<b>Frais afférents aux immeubles</b>	<b>45.335.267</b>	<b>48.851.000</b>	<b>49.990.500</b>	<b>2%</b>
<b>Total Chapitre 20 - Immeubles et frais accessoires</b>		<b>59.396.433</b>	<b>60.185.000</b>	<b>63.230.500</b>	<b>5%</b>
2100	Acquisition d'équipements et de logiciels	18.634.687	16.470.000	16.465.500	0%
2101	Prestations externes pour l'exploitation et la réalisation de systèmes informatiques	35.299.475	29.385.000	30.409.000	3%
2102	Entretien et maintenance d'équipements et de logiciels	6.884.102	6.959.707	7.196.500	3%
2103	Télécommunications	1.657.356	1.596.000	1.710.000	7%
<b>210</b>	<b>Informatique et télécommunications</b>	<b>62.475.619</b>	<b>54.410.707</b>	<b>55.781.000</b>	<b>3%</b>
<b>211</b>	<b>Mobilier</b>	<b>1.043.067</b>	<b>1.055.000</b>	<b>1.055.500</b>	<b>0%</b>
2120	Achat et renouvellement de matériel et d'installations techniques	2.927.964	2.199.000	2.037.000	-7%
2121	Prestations externes pour l'exploitation et la réalisation de matériel et d'installations techniques	91.800	103.000	103.000	0%
2122	Location, entretien, maintenance et réparation de matériel et d'installations techniques	1.219.166	1.342.000	1.336.500	0%
<b>212</b>	<b>Matériel et installations techniques</b>	<b>4.238.930</b>	<b>3.644.000</b>	<b>3.476.500</b>	<b>-5%</b>
<b>213</b>	<b>Transports</b>	<b>2.041.572</b>	<b>2.190.000</b>	<b>2.068.500</b>	<b>-6%</b>
<b>Total Chapitre 21 - Informatique, équipement et mobilier</b>		<b>69.799.187</b>	<b>61.299.707</b>	<b>62.381.500</b>	<b>2%</b>
2200	Frais de voyage des délégations	9.731.151	15.505.000	15.505.000	0%
2201	Frais de voyage divers	275.642	510.000	510.000	0%
2202	Frais d'interprétation	70.679.063	85.060.000	85.060.000	0%
2203	Frais de représentation	125.759	191.000	191.000	0%
2204	Frais divers de réunions internes	4.687.432	5.662.000	5.662.000	0%
2205	Organisation de conférences, congrès et réunions	482.676	1.246.000	2.421.000	94%
<b>220</b>	<b>Réunions et conférences</b>	<b>85.981.723</b>	<b>108.174.000</b>	<b>109.349.000</b>	<b>1%</b>
2210	Dépenses de documentation et de la bibliothèque	2.914.873	2.853.000	2.853.000	0%
2212	Publications de caractère général	519.000	320.000	326.000	2%
2213	Information et manifestations publiques	6.969.280	6.635.000	6.635.000	0%
<b>221</b>	<b>Information</b>	<b>10.403.153</b>	<b>9.808.000</b>	<b>9.814.000</b>	<b>0%</b>
2230	Fournitures de bureau	427.581	396.000	390.000	-2%
2231	Affranchissement	58.000	45.000	45.000	0%
2232	Frais d'études, d'enquêtes et de consultations	0	45.000	45.000	0%
2234	Déménagements	25.000	33.000	33.000	0%
2235	Charges financières	0	15.000	0	-100%
2236	Frais de contentieux, frais juridiques, dommages et intérêts, dédommagements	544.000	556.000	556.000	0%
2237	Autres dépenses de fonctionnement	263.520	317.000	317.000	0%
<b>223</b>	<b>Dépenses diverses</b>	<b>1.318.101</b>	<b>1.407.000</b>	<b>1.386.000</b>	<b>-1%</b>
<b>Total Chapitre 22 - Dépenses de fonctionnement</b>		<b>97.702.976</b>	<b>119.389.000</b>	<b>120.549.000</b>	<b>1%</b>
<b>TOTAL TITRE 2</b>		<b>226.898.597</b>	<b>240.873.707</b>	<b>246.161.000</b>	<b>2,2%</b>
<b>BUDGET TOTAL</b>		<b>652.535.893</b>	<b>715.948.858</b>	<b>749.249.091</b>	<b>4,7%</b>

**TABLEAU DES EFFECTIFS 2026**  
**Section II - Conseil européen et Conseil**

Budget 2025				Projet de budget 2026			
Catégorie et grade	Emplois permanents	Emplois temporaires		Catégorie et grade	Emplois permanents	Emplois temporaires	
		Président CE	Autres			Président CE	Autres
HC	1	0	0	HC	1	0	0
AD 16	8	1	0	AD 16	8	1	0
AD 15	33 <sup>3)</sup>	1	0	AD 15	33 <sup>3)</sup>	1	0
AD 14	145 <sup>4)</sup>	2	1	AD 14	145 <sup>4)</sup>	2	1
AD 13	140	3	0	AD 13	140	3	0
AD 12	214	7	1	AD 12	214	7	1
AD 11	112	2	0	AD 11	112	2	0
AD 10	202	2	0	AD 10	202	2	0
AD 9	250	0	1	AD 9	250	0	1
AD 8	141	0	0	AD 8	146	0	0
AD 7	136	1	0	AD 7	134	1	2
AD 6	67	1	0	AD 6	67	1	0
AD 5	101	0	0	AD 5	116	0	0
<b>Sous-total AD</b>	<b>1549</b>	<b>20</b>	<b>3</b>	<b>Sous-total AD</b>	<b>1567</b>	<b>20</b>	<b>5</b>
AST 11	42	0	0	AST 11	42	0	0
AST 10	49	0	0	AST 10	49	0	0
AST 9	191	7	0	AST 9	191	7	0
AST 8	88	2	0	AST 8	88	2	0
AST 7	164	0	0	AST 7	164	0	0
AST 6	226	0	0	AST 6	226	0	0
AST 5	250	1	0	AST 5	235	1	0
AST 4	150	0	0	AST 4	150	0	0
AST 3	46	2	0	AST 3	46	2	0
AST 2	10	1	0	AST 2	10	1	0
AST 1	8	0	0	AST 1	8	0	0
<b>Sous-total AST</b>	<b>1224</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>Sous-total AST</b>	<b>1209</b>	<b>13</b>	<b>0</b>
SC 6	0	0	0	SC 6	0	0	0
SC 5	1	0	0	SC 5	1	0	0
SC 4	9	0	0	SC 4	9	0	0
SC 3	36	0	0	SC 3	36	0	0
SC 2	97	0	0	SC 2	97	0	0
SC 1	77	0	0	SC 1	77	0	0
<b>Sous-total SC</b>	<b>220</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>Sous-total SC</b>	<b>220</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>2994</b>	<b>33</b>	<b>3</b>	<b>Total</b>	<b>2997</b>	<b>33</b>	<b>5</b>
<b>Total général</b>		<b>3030</b>		<b>Total général</b>		<b>3035</b>	

1) Dont 4 agents de grade AD 16 ad personam.

2) Dont 7 agents de grade AD 15 ad personam.

3) Dont 4 agents de grade AD 16 ad personam.

4) Dont 7 agents de grade AD 15 ad personam.

<b>Évolution des effectifs et des dépenses en matière de personnel externe</b>
--

<i>Conseil</i>	<i>Budget voté pour 2025</i>		<i>État prévisionnel 2026</i>	
	Crédits (EUR)	Nombre estimé d'ETP (*) sur la base des crédits autorisés	Crédits (EUR)	Nombre estimé d'ETP (*) sur la base des crédits demandés
Agents contractuels	13.340.000	232	13.993.000	232
Experts nationaux détachés	1.507.000	22	1.541.000	22
Agents locaux	0	0	0	0
Intérimaires	244.000	3	244.000	3
Assistants parlementaires	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Total	15.091.000	257	15.778.000	257

\* unités équivalent temps plein